

nécessitent un accord. Car les deux parties parviendront à des décisions plus intelligentes là où les faits auront une base commune déterminée par des institutions bilatérales permanentes. C'est ce qu'a démontré l'expérience dans un domaine aussi délicat que celui du partage des ressources hydrographiques qui longent ou qui traversent une frontière de 5000 milles. Il n'y a aucune raison d'attendre plus longtemps pour mettre cette leçon en pratique dans d'autres importants domaines d'intérêt commun.

Quant aux autres multiples questions: le conflit en cours sur la publicité radiophonique; les pertes du tourisme canadien résultant des règlements de la loi fiscale américaine; la politique fiscale du Canada interdisant la déduction de la publicité dans les journaux américains; les contingentements américains et autres barrières tarifaires; le contenu canadien des programmes radiophoniques; les moyens discriminatoires employés pour stimuler le développement des ressources énergétiques dans les deux pays; toutes ces questions sont dans l'ensemble plus irritantes qu'importantes. Cependant, une certaine bienveillance née d'une «frontière commune» devrait permettre de trouver des solutions pour répondre à l'insistance vitale et persistante du Canada sur une indépendance contrebalancée par la réalité d'une interdépendance continentale.

Tout dépend aussi du nouveau secrétaire d'État, de l'intérêt qu'il porte au Canada et des connaissances qu'il a à son sujet. Il est certain que Henri Kissinger, par exemple, a donné à son voisin la cordiale impression d'occuper une place plutôt modeste sur la liste de ses priorités. Une politique militaire plus délibérément orientée vers l'alerte préventive ainsi qu'un appui à des alliés généralement sûrs comme l'Arabie Saoudite, Israël et l'Égypte caractériseront peut-être le pragmatisme plus dur du nouvel occupant de la Maison-Blanche, du secrétaire d'État et du secrétaire à la Défense. Il est bien difficile de prévoir si le général Alexander Haig ou si Caspar Weinberger feront mieux que les autres. Tout ce que les Canadiens peuvent espérer, c'est que les nouveaux dirigeants à Washington témoigneront de l'intérêt au Canada et que leur connaissance personnelle des préoccupations canadiennes, si limitée soit-elle, sera étayée par l'expérience et la compétence des «professionnels» — vétérans comme nouveaux venus — qui connaissent la question et s'y intéressent.

Autre chose très importante: les crises que traverse actuellement le Canada, qu'elles soient d'ordre constitutionnel, linguistique, régional ou économique, nécessiteront l'éloignement prudent d'un voisin compatissant. Toute tentation d'ingérence devrait être totalement repoussée, car tout geste suggérant que les Américains mettent la main là où ils n'en ont aucun droit ne pourrait que causer du tort.